

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 16 mai 2022

Assassinat d'une journaliste palestinienne : l'État d'Israël responsable et coupable

La journaliste Shireen Abu Akleh, une figure connue dans tous les pays arabophones, a été abattue le 11 mai à Jénine lors d'un énième raid de l'armée israélienne dans cette ville pourtant située dans le territoire officiellement sous contrôle total de l'Autorité palestinienne. Journaliste, palestinienne et américaine, chrétienne née à Jérusalem, elle couvrait depuis 25 ans la situation du peuple palestinien et dénonçait régulièrement les crimes et exactions de l'armée israélienne. Une balle l'a atteinte à la tête alors qu'elle exerçait son métier.

Après son assassinat, le Premier ministre israélien annonçait que Shireen Abu Akleh avait sans doute été tuée par des tirs palestiniens. Face aux nombreux témoignages infirmant cette version, l'État d'Israël a parlé de mener l'enquête mais refuse une équipe d'investigation indépendante. Piètre mais habituelle façon de cacher sa responsabilité.

Nul besoin par contre d'une enquête pour être révolté par ce qui s'est passé lors des obsèques de Shireen : les images ont fait le tour du monde, où l'on voit les policiers de Jérusalem attaquer le cortège funéraire, manquant de faire tomber le cercueil au sol, afin d'arracher les drapeaux palestiniens qui l'entouraient. Tout un symbole.

L'art de fermer les yeux

Le moins que l'on puisse dire est que les réactions des pays alliés de l'État d'Israël sont plus que modérées. Toutes les chancelleries ont chanté leurs couplets sur la liberté de la presse, mais aucune n'a condamné l'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, ni la violence qu'ils subissent au quotidien.

Face aux images scandaleuses des violences policières sur le cortège funéraire, l'UE a condamné « le comportement irrespectueux de la police israélienne », l'État français s'est dit « profondément choqué » et le secrétaire d'État américain « profondément troublé ». Que de profondeur ! Mais la préoccupation première de ces gens est de passer sous silence la réalité de la situation palestinienne. Et pour cause, le gouvernement israélien avait reçu notamment le soutien tonitruant de Trump à sa politique de colonisation de la Cisjordanie et d'expulsion des Palestiniens qui y vivent, soutien que Biden a repris à son compte.

Une politique d'expansion coloniale

Le meurtre de la journaliste n'est que le dernier d'une longue série. Selon Reporters sans frontières, en quatre ans, au moins 144 journalistes palestiniens ont été victimes des violences des forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés. Il s'agit pour le régime israélien d'empêcher que les exactions de son armée ne connaissent trop de publicité.

Le pouvoir favorise ouvertement les implantations « illégales » et « légales » de nouveaux colons dans les territoires occupés, rasant des villages entiers, emprisonnant chaque année des centaines de Palestiniens (4 500 actuellement dans les prisons). En 2021, l'ONG israélienne B'Tselem a recensé 313 morts dont 77 en Cisjordanie.

Sortir de l'état de guerre permanent

Les attentats récents à Jérusalem ont été le prétexte, pour le Premier ministre Naftali Bennett, à un appel à la population civile israélienne pour renforcer « les brigades des frontières ». Il s'appuie sur les forces les plus réactionnaires et racistes, pour augmenter la tension et faire pression non seulement sur les Palestiniens mais aussi sur les voix qui s'élèvent en Israël contre l'apartheid et l'oppression coloniale.

Cette politique ne peut mener qu'à une nouvelle catastrophe, pour le peuple palestinien d'abord, mais aussi pour les Juifs d'Israël qui ne gagneront pas la paix sur un champ de ruine. Pour mettre fin à ce cercle infernal, il faudra évidemment que les habitants de la région, quelles que soient leur origine et leur religion, se battent ensemble contre leurs propres gouvernements, et nous contre les nôtres pour que les puissances impérialistes occidentales (entre autres) cessent de soutenir et d'armer contre vents et marées un État qui utilise la violence et la ségrégation comme base de son régime.

PSA roule sur l'or

Avec le chômage en avril, des salariés ont perdu 100, 200, voire 300 €. C'est intenable !

Le premier trimestre le chiffre d'affaire de PSA a encore augmenté de 12 % pour arriver à 41,5 milliards d'euros. L'argent est là, pas de raison que les ouvriers se serrent la ceinture. Revendiquons tous d'être payés à 100 % pour les jours chômés, CDI et sous-traitants.

Vol en bande organisée

Plusieurs contrats d'intérimaires s'arrêtent le mercredi 25 mai, la veille du jeudi férié, et ne reprendront que le lundi 29 mai. Ainsi la direction et les agences ne paieront pas le jour férié. Les patrons s'organisent pour nous voler, ripostons pour imposer d'être tous payés ce jour férié : les intérimaires comme les CDI.

Gestion PSA : la certitude de l'incertitude

Les 10 et 11 mai, la production a été fortement perturbée, car pas d'approvisionnement en Renfort Arrière. Ensuite il y a eu du chômage une journée pour les 3 équipes des bacs batteries Ferrage et Peinture. Lundi 16 mai, la direction met l'équipe 22 du Montage au chômage pour le lendemain matin car problème de pièces avec PSA Tmava.

Rattraper les retards de production avec des séances obligatoires et gratuites et perdre de l'argent pour cette gestion chaotique, c'est non !

Encore une arnaque ?

La direction cherche des volontaires pour monter une équipe week-end pour les bacs batteries aux Ferrage et Peinture. La dernière fois qu'elle en a monté une c'était pour 3 mois, ça n'a duré qu'un mois et demi ! Et aller en week-end, pour se retrouver au chômage au moindre problème, non merci.

S'il n'y a pas de garantie ferme sur sa durée et le maintien du salaire à 100 % même s'il y a du chômage, on ne voit pas pourquoi on irait se plier en 4 et réorganiser nos vies privées pour y aller.

Des économies contre les salariés

La direction n'a pas reconduit le contrat de nettoyage des salles UEP. Résultat : des salariés GSF, parfois très anciens sur le site, se retrouvent mutés à l'extérieur contre leur volonté. Maintenant ce serait aux salariés PSA de nettoyer les salles. Voler le travail des collègues GSF pour nous en rajouter alors qu'on en a déjà plus qu'assez, hors de question !

Réaction épidermique : elle nous pompe l'air !

À la Peinture, la semaine dernière, la direction a fait porter des capteurs d'air à certains salariés. Chaque année, elle fait cette campagne de mesures de la qualité de l'air... mais ne publie jamais les résultats, c'est top secret. Pourtant on sait tous que l'air est ultra-pollué dans tout le bâtiment Peinture, ce sont nos yeux, nos peaux ou nos poumons qui nous le disent.

Nos salaires, il faut les augmenter pas les baisser !

À l'usine de Toyota Onnaing à côté de Valenciennes, le 6 mai, 200 salariés, de cette usine de 5 000 salariés qui produit la Yaris, ont débrayé pendant 2 heures. Ça a stoppé la production plusieurs heures. Pour les ouvriers, les primes baissent, les conditions de travail sont de pire en pire, la cadence a augmenté de 11 % en 3 mois et les salaires restent bas. Au moment où Toyota annonce un profit de 24,8 milliards, les ouvriers revendiquent 150 € d'augmentation.

Face à la colère, la direction a lâché une prime de 500 € pour fin mai. Ce n'est pas suffisant, et surtout il faut une augmentation du salaire tous les mois, pas une prime exceptionnelle. Quelques heures après l'annonce de la direction, une centaine de salariés ont donc débrayé à nouveau, bloquant la production.

Renault Guyancourt : les salariés PEI en lutte !

Depuis fin avril, la presque totalité des 130 salariés de PEI – un sous-traitant nettoyage du site Renault Guyancourt (78) – sont en lutte contre leur direction et celle de Renault qui a décidé de fermer le site tous les vendredis. Autant d'heures non travaillées, mais surtout non payées, pour des salariés, souvent immigrés, qui touchent difficilement plus que le SMIC...

Les directions de Renault et de PEI essaient de les empêcher de populariser leur mobilisation auprès des autres salariés du site, y compris en bloquant leur accès, ce qui est illégal. Bien décidés à diriger eux-mêmes leur lutte, ceux de PEI se sont organisés en élisant un comité d'organisation de la grève, pour gagner contre leurs patrons et ne pas subir de baisse de salaires.

Une grève à soutenir financièrement en versant à la caisse de grève via ce QR Code et en la propageant à d'autres secteurs !

**L'Abou Dabi n'est pas dangereux pour les profits**

À peine le cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, émir-président des Émirats arabes unis, avait-il rendu l'âme, qu'Emmanuel Macron était déjà sur place. Il a immédiatement versé une larme pour sa famille et son « peuple », mais s'est surtout empressé de discuter gros sous. En décembre dernier, il avait supervisé de juteux contrats, dont la vente de 80 Rafale, et veut renforcer ce « partenariat » cher aux patrons français.

Du côté de la population, composée à 90 % de travailleurs migrants surexploités et maltraités, pas sûr que le monarque manque beaucoup.

Collecte aux drapeaux rouges : merci à tous !

La collecte il y a deux semaines a permis de récolter 121 €. Merci à tous ceux qui ont donné et même à ceux qui ont cherché dans leurs poches sans succès !

Les salaires sont bas, le patronat attaque, notamment à PSA, raison de plus pour continuer à le dénoncer et faire encore bien des *Étincelles* !